



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Agir • Mobiliser • Accélérer



## **CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION relative au projet de coulée verte à QUETIGNY**

**Dossier n°23295759**

N° de l'engagement juridique :

**Mesure recyclage foncier**

**Exercice 2025**

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

**Entre**

**L'État**, représenté par le préfet de la région Bourgogne Franche-Comté, dont le siège est situé 53 rue de la Préfecture, 21 000 Dijon,

**D'une part,**

**Et,**

**La mairie de Quetigny**, dont le siège est situé place Théodore Monod 21800 Quetigny, enregistré sous le numéro de SIRET N°212 105 159 00017, représenté par son maire, monsieur Rémi DETANG], ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

**D'autre part,**

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'urbanisme ;
- VU la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;
- VU le décret n° 2025-135 du 14 février 2025 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 au titre de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025
- VU le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
- VU le cahier d'accompagnement de la mesure recyclage foncier du fonds vert ;
- VU le règlement (UE) 2023/2832 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (SIEG) ;
- VU la circulaire NOR : ATDB2506163J du 28 février 2025 relative aux règles d'emploi en 2025 des dotations de soutien à l'investissement des collectivités territoriales et du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (Fonds vert) ;
- VU la demande de subvention déposée par le bénéficiaire sur la plateforme « Démarches simplifiées » le 29 avril 2025 sous la référence n° 23295759;
- VU la décision du Préfet de Région en date du 21 juillet 2025 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

---

## PRÉAMBULE

---

Chaque année, la France consomme en moyenne 20 000 hectares d'espaces naturels, agricoles ou forestiers. Les conséquences de l'artificialisation des sols et de l'étalement urbain sont écologiques (érosion de la biodiversité, aggravation du risque de ruissellement, limitation du stockage carbone) mais aussi socio-économiques (coûts des équipements publics, augmentation des temps de déplacement et de la facture énergétique des ménages, dévitalisation des territoires délaissés, diminution du potentiel de production agricole).

Dans ce contexte, les friches, représentent un important gisement foncier dont la mobilisation et la valorisation doivent contribuer à la trajectoire de sobriété foncière fixée par le Gouvernement.

Toutefois ces opérations de recyclage sont déficitaires par nature et donc peinent à se concrétiser. Pour répondre à ces enjeux spécifiques, l'État a mis en place trois appels à projets régionaux « fonds friches » en 2021 et 2022 dans le cadre du plan de relance, puis le Fonds Vert a pris le relai en 2023 et 2024 avec la mesure « recyclage foncier ». Ces dispositifs ont eu un **véritable effet déclencheur et accélérateur de la sortie des projets**, permettant de simplifier le bouclage du bilan d'aménagement.

En Bourgogne Franche-Comté, sur ces deux dernières années 2023 et 2024, le Fonds Vert a accompagné financièrement le recyclage de 85 friches représentant 92 hectares, 38 millions d'euros de subventions, pour un effet levier moyen du fonds vert d'environ 14% (rapport subvention/coût total opération), permettant ainsi la réalisation d'environ 280 M€ de travaux.

Ce fonds s'adresse aux projets de recyclage de friches dans le cadre d'une opération d'aménagement dont les bilans financiers restent déficitaires après prise en compte de toutes les autres subventions publiques, et malgré la recherche et l'optimisation de tous les autres leviers d'équilibre. Afin d'être éligibles, les projets doivent être suffisamment matures afin de permettre un **engagement des crédits du fonds d'ici fin 2025** et le versement du **solde de la subvention d'ici fin 2028**.

---

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

---

La présente convention a pour objet de fixer les conditions, notamment financières, dans lesquelles le bénéficiaire procède à la réalisation du projet de **coulée verte (ci-après désigné « le projet » ou « l'opération d'aménagement »)** situé à **Quetigny** ainsi que les modalités selon lesquelles l'État apporte son concours financier à la réalisation de ce projet, au titre du programme 380 – Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert).

---

## ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

---

La présente convention prend effet à compter de sa notification.

Elle demeure valide :

- jusqu'à la réception par l'État des pièces demandées à l'article 5.2.4 lors de la clôture de l'opération, si le déficit constaté n'est pas inférieur à la subvention fonds vert recyclage foncier obtenue ;
- le cas échéant, jusqu'au versement du trop perçu par le bénéficiaire.

Elle pourra, au-delà du terme initial, et pour tenir compte d'exceptionnels aléas de gestion, faire l'objet par avenant d'une prolongation.

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

## ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU PROJET ET DÉLAIS DE RÉALISATION

Le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations mentionnées en préambule, le projet décrit en **annexe 1**.

Le projet en est au stade de phase opérationnelle d'aménagement ou de construction..

La date de livraison prévisionnelle de l'opération d'aménagement est prévue en février 2026.

**Les dépenses subventionnées par le fonds vert recyclage foncier dans le cadre de la présente convention doivent être soldées avant fin 2028.**

**Le projet subventionné doit avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de deux ans à compter de la date de la présente décision**, éventuellement prorogé d'un an maximum sur demande du bénéficiaire avant expiration du délai de deux ans. **Si aucun début d'exécution n'est opéré dans ce délai, la subvention est caduque** (cf. art. 11 du décret de 2018 précité).

## ARTICLE 4 – FINANCEMENT DU PROJET

### 4.1 Coût total prévisionnel de l'opération d'aménagement

Le coût global prévisionnel de l'opération s'élève à 893 365 € hors taxes pour un total de recettes et de subventions de 533 365 € hors taxes.

Le bilan d'opération avant intervention du fonds vert recyclage foncier, fait apparaître un déficit global d'opération qui s'élève à 360 000 €.

Le bilan prévisionnel d'opération est joint en **annexe 2** à la présente convention.

### 4.2. Engagement financier de l'État

Pour la réalisation du projet, l'État apporte une contribution sous la forme d'une subvention au recyclage foncier fixée à la somme de **223 000 €**.

Ce montant constitue la limite maximale de l'engagement ferme de l'État.

**Cette subvention permettra de réaliser de façon prioritaire les dépenses relatives à l'action de recyclage foncier au sein de l'opération d'aménagement.** Ces dépenses sont identifiées au paragraphe 4.3 suivant.

Lors du solde de la subvention, cette dernière sera plafonnée au plus faible des 3 montants suivants :

- le montant maximal de subvention défini ci-dessus ;
- le total des dépenses visées au 4.3 réellement payées par le bénéficiaire au moment de la demande de solde ;
- le déficit de l'opération, hors intervention du fonds vert recyclage foncier, actualisé au moment de la demande de solde.

À l'inverse, si le déficit prévisionnel de l'opération, actualisé au moment du solde de la subvention, est supérieur au montant prévisionnel indiqué à l'article 3.1, le montant de la subvention fonds vert recyclage foncier ne pourra en aucun cas être révisé à la hausse.

### 4.3 Dépenses couvertes par la subvention

Le montant de la dépense subventionnable, tel que défini aux articles 8 et 9 du décret 2018-514 visés ci-dessus, est quant à lui arrêté à la somme de **360 000 €**

La subvention sera affectée aux actions suivantes :

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

- C12- Travaux de Déconstruction
- C15 - Autres frais de remise en état

Ces dépenses ne devront pas avoir été engagées par le bénéficiaire avant la date de dépôt de sa demande de subvention au titre du fonds vert recyclage foncier, soit le 29 avril 2025, et leur réalisation avant le 30 septembre 2028 devra présenter un degré de certitude suffisant.

## ARTICLE 5 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES SUBVENTIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT AU BÉNÉFICIAIRE

### 5.1. Imputation budgétaire

La subvention mentionnée à l'article précédent relève des crédits budgétaires ouverts sur le programme 380 – Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert). À titre indicatif et non contractuel, pour l'État, les imputations budgétaires seront les suivantes :

Domaine fonctionnel	Centre financier	Code d'activité
0380-03-02 recyclage foncier	0380-BOFR-DR21	038003020101

Axe ministériel 2 : Référence du numéro d'enregistrement de démarches simplifiées : **23295759**

Axe localisation interministérielle : Commune de localisation du projet : **N2721515**

### 5.2. Modalités de versement de la subvention

Le versement de l'aide est conditionné à la disponibilité des crédits de paiements.

#### 5.2.1 Avance

Une avance correspondant au maximum à **15 %** de la subvention attendue sera versée sur simple demande du bénéficiaire accompagnée d'une pièce justifiant le commencement d'exécution effectif des travaux (acte juridique passé pour la réalisation des travaux). Un pourcentage supérieur peut être accordé à titre exceptionnel sur la base d'une demande du bénéficiaire dûment justifiée.

#### 5.2.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet **sans pouvoir excéder 80 % du montant maximum de la subvention**, sur présentation, par le bénéficiaire, des pièces justificatives suivantes :

- un courrier de demande de paiement signé et daté ;
- un état récapitulatif des dépenses réelles visées au 4.3 en cohérence avec le bilan d'opération porté en annexe 2 faisant état des sommes payées par le bénéficiaire et qui devra être visé par le responsable du projet et le cas échéant, le comptable public ;

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

– un rapport sur l'avancement de l'exécution de l'opération d'aménagement (bilan semestriel comme fourni en annexe 3)

L'avance de subvention (le cas échéant) sera déduite de la première demande de paiement.

### 5.2.3 Solde

La demande de solde sera présentée par le bénéficiaire **dès la fin d'exécution des dépenses visées au 4.3 avant le 30 septembre 2028.**

Le solde de la subvention sera liquidé conformément à l'article 4.2, et versé sur présentation des pièces justificatives suivantes :

- un courrier de demande de solde daté et signé accompagné d'une déclaration d'achèvement et de réalisation des dépenses subventionnables ;
- un état récapitulatif définitif des dépenses réelles visées au 4.3 en cohérence avec le bilan d'opération porté en annexe 2 faisant état des sommes payées par le bénéficiaire et qui devra être visé par le responsable du projet et son comptable ( le comptable public pour les porteurs de projets publics) ;
- une copie des factures acquittées
- un bilan d'opération actualisé au moment de la demande de solde, sur le même modèle que celui porté en annexe 2, incluant le montant du déficit d'opération actualisé (calculé à partir du bilan d'opération actualisé hors subvention fonds vert recyclage foncier);
- un rapport sur l'avancement de l'exécution de l'opération d'aménagement (bilan semestriel comme fourni en annexe 3).
- une photographie attestant de la communication mise en place sur le chantier pour mentionner la participation financière de l'État au titre du « Fonds vert – France nation verte » conformément à l'obligation prévue en article 7.

Si le déficit actualisé au moment du solde, ou le total des sommes payées par le bénéficiaire pour les dépenses visées à l'article 4.3 est inférieur au montant des acomptes déjà versés, le bénéficiaire s'engage à reverser à l'État le trop-perçu.

### 5.2.4 Clôture de l'opération d'aménagement

Après complète réalisation des dépenses de l'opération d'aménagement, dont le périmètre peut être plus large que celui des dépenses subventionnées, et à l'issue de la commercialisation des terrains et locaux objets de cette opération, le bénéficiaire s'engage à en informer l'État et fournir les pièces listées ci-dessous :

- un décompte général et définitif des actions réalisées ;
- un certificat d'achèvement de l'opération et un certificat de conformité des travaux ;
- un rapport d'exécution définitif de l'action de recyclage foncier présentant l'opération d'aménagement et le détail de la programmation réalisée;
- un bilan d'opération définitif de l'opération au vu de l'exécution réelle, sur le même modèle que celui porté en annexe 2, incluant la liste des aides publiques perçues et leur montant respectif ainsi que le montant du déficit d'opération actualisé (calculé à partir du bilan d'opération actualisé hors subvention fonds vert recyclage foncier)

À la clôture de l'opération, le bénéficiaire s'engage à reverser à l'État, le cas échéant, le trop-perçu si le déficit réel constaté hors intervention du fonds vert est inférieur à la subvention versée.

### 5.3. Facturation

Les versements font l'objet de demandes de paiement (avance, acompte ou solde) transmises par le bénéficiaire à la Direction Départementale des Territoires de la Côte d'Or, à l'adresse suivante :

ddt-spae-pprt@cote-dor.gouv.fr. Les demandes seront accompagnées des pièces justificatives au format « pdf ».

Le courrier de demande signé portera les mentions suivantes :

- l'objet de la demande ;
- la date ;
- le numéro du dossier sur plateforme Démarches simplifiées ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- le montant de la subvention ;
- le montant de l'avance, acompte ou solde demandé ;
- les montants déjà appelés lors des acomptes précédents ;

La Direction Départementale des Territoires assurera la vérification du service fait et transmettra la demande à la DREAL qui procédera au paiement.

L'administration se libère des sommes dues au titre de la présente convention, par virement administratif sur le compte ouvert sous les coordonnées suivantes :



N°SIRET : 21210515900017

<b>Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053</b>
<b>Banque de France</b>
<b>1, Rue la Vrillière</b>
<b>75001 PARIS</b>
<b><u>Titulaire du Compte :</u></b>
SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE DIJON METROPOLE
14 RUE SAMBIN
21023 DIJON CEDEX
<b>RIB : 30001 00334 C2110000000 15</b>
<b>IBAN : FR83 3000 1003 34C2 1100 0000 015</b>
<b>BIC : BDFEFRPPCCT</b>

### 5.4. Domiciliation des services financiers et des services techniques

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est précisée ci-après :

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

	Service administratif		
	Nom du service	Adresse	N° téléphone adresse électronique
DDT de la Côte d'Or	SPAE-PPRT	57 rue de Mulhouse, BP 53 317, 21033 Dijon Cedex	ddt-spa-e-pprt@cote-dor.gouv.fr
DREAL Bourgogne-Franche-Comté	STE/DHSA	5 voie Gisèle Halimi - BP 31269 25005 Besançon Cedex	friches.drealbfc@developpement-durable.gouv.fr
Bénéficiaire : Service en charge du suivi de la facturation	Direction de l'administration générale	Mairie place Théodore Monod 21800 Quetigny	M. Yves LAVIER <a href="mailto:ylavier@quetigny.fr">ylavier@quetigny.fr</a> 03 80 48 28 33

### 5.5 Échéancier prévisionnel

L'échéancier prévisionnel et indicatif de versement de la subvention est le suivant :

Année	2025 (y compris l'avance de 15 %)	2026	2027	2028	TOTAL
Montant de versement prévisionnel de la subvention (en €) au bénéficiaire		223 000			223 000,00 €

## ARTICLE 6 – SUIVI DU PROJET ET OBLIGATION D'INFORMATION

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement les services de la Direction Départementale des Territoires de l'avancement de l'opération et leur transmettre chaque semestre et à chaque demande de paiement à compter de la notification de la présente convention et jusqu'à établissement du bilan définitif de l'opération, un bilan d'exécution actualisé. Ce bilan devra être réalisé suivant le modèle fourni en **annexe 3**.

L'État devra également être informé de la tenue des comités de suivi (techniques et de pilotage) relatifs à l'opération et pourra y participer.

Le bénéficiaire veille à ce que son plan de financement permette la réalisation effective de l'opération objet de la présente convention, dans les conditions que prévoit celle-ci, tant pour le calendrier de réalisation que pour le niveau de qualité.

Il signale à la DDT tout retard ou dégradation significatifs constatés dans le déroulement du projet subventionné, notamment en cas de modification de la programmation urbaine et de la diminution des ambitions en matière d'exemplarité écologique. Il précise le nouveau terme envisagé.

Dans le cas où l'opération ne pourrait être mise en œuvre ou menée à terme dans les conditions prévues, le bénéficiaire en avise la Direction Départementale des Territoires dans les meilleurs délais.

La Direction Départementale des Territoires se réserve le droit de procéder à des contrôles sur site pour vérifier la bonne exécution du projet objet de la présente convention. Par ailleurs le bénéficiaire est tenu de lui présenter sur demande tout document de nature administrative, technique ou financière, relatif à la mise en œuvre du projet.

Toutes les évolutions des conditions de mise en œuvre de l'opération subventionnée peuvent impliquer la signature d'un avenant.

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

Tout manquement à ces obligations, expose le bénéficiaire à la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 9.

---

## ARTICLE 7 – PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

---

Le bénéficiaire doit mentionner la participation financière de l'État au titre du « Fonds vert – France nation verte » à cette opération. Il devra en faire état, de manière suffisamment lisible, sur l'ensemble des documents établis (plaquettes, invitations, supports audiovisuels, sites internet ou autres) et lors des manifestations valorisant l'objet du financement.

Les logos du Fonds vert et « France nation verte » doivent être affichés sur tous ces documents et en annonce des travaux (panneaux de chantiers en particulier).

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à associer les services de l'État cités à l'article 5.4 à l'organisation de toute manifestation publique de communication relative à l'opération.

---

## ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

---

Toute modification dans le contenu ou dans les modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les signataires, fait l'objet d'un avenant.

Celui-ci précise les éléments modifiés sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause substantiellement les objectifs et principes généraux de la convention définis à l'article 1<sup>er</sup>.

---

## ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

---

Les parties s'entendent pour résilier la présente convention dans les cas suivants :

- incapacité pour le bénéficiaire d'exécuter ou de faire exécuter tout ou partie des dépenses subventionnées, conduisant à la suspension du projet ou à son arrêt définitif ;
- non-respect par le bénéficiaire de ses obligations d'information de l'État ;
- affectation par le bénéficiaire des subventions financières de l'État à des fins autres que celles prévues par la présente convention.

Outre les cas de résiliation prévus ci-dessus, et en dehors de toute faute de l'autre partie, l'État, peut décider de mettre un terme à la présente convention afin notamment de prendre en considération les circonstances suivantes :

- changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire susceptible d'affecter la convention de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention.

Cette résiliation est exécutoire dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de signature de la décision de résiliation par une des parties à la présente convention.

Dans ce délai et pour tous les cas de résiliation, le bénéficiaire établit, pour la part des opérations réalisées, un état de clôture au stade de réalisation des dépenses subventionnées.

Les sommes perçues par le bénéficiaire et non-utilisées, ou qui l'ont été à des fins autres que celles en objet de la présente convention, sont reversées à l'État selon les modalités exposées à l'article 10 ci-après.

Dans les autres cas, le bénéficiaire est payé selon l'avancement des dépenses engagées à la date d'effet de la résiliation telles que mentionnées dans l'état de clôture et dans les conditions prévues à l'article 5.2.3.

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

---

## ARTICLE 10 – MODALITÉS DE REVERSEMENT

---

Outre les cas mentionnés dans l'article 9, l'autorité compétente peut exiger le reversement total ou partiel de la subvention versée dans les cas suivants :

- si elle a connaissance ou qu'elle constate un dépassement du montant des aides publiques perçues au sens du III de l'article L. 1111-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- le cas échéant, si le projet n'est pas réalisé au terme du délai indiqué à l'article 3.2 ou si le bénéficiaire n'a pas respecté ses obligations.

Dans les trente (30) jours consécutifs à la validation de l'état de clôture, le bénéficiaire se libérera spontanément par tous moyens à sa convenance des sommes dues à l'administration dans les cas exposés à l'article précédent.

L'inertie du bénéficiaire à l'expiration de ce délai, conduira l'administration à confier le recouvrement desdites sommes à la direction générale des finances publiques, qui émettra un titre de recettes à l'encontre du débiteur précisant les termes du règlement.

---

## ARTICLE 11 – LOI APPLICABLE, RÈGLEMENT DES LITIGES ET JURIDICTION COMPLÈTE

---

La présente convention est régie par le droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable toute contestation qui trouverait son origine dans l'interprétation ou dans l'exécution des clauses de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

---

## ARTICLE 12 – PIÈCES CONSTITUTIVES

---

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est constituée du présent document, de ses 3 annexes, de ses éventuels futurs avenants et de leurs annexes.

Fait à Dijon, le

Pour l'État,  
Le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,

Pour la commune de Quetigny  
Le maire

[Nom du signataire]

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

## ANNEXE 1 – DESCRIPTION DU PROJET

*Les rubriques listées ci-après sont proposées à titre indicatif et peuvent être librement adaptées en fonction de chaque projet.*

### **Déconstruction de l'ancien centre de loisir Léo Lagrange localisé au cœur du centre bourg de Quetigny et aménagement d'une coulée verte**

#### **Intitulé et description du projet :**

Dans la poursuite des aménagements du cœur de ville et pour développer la nature en ville, l'opération d'aménagement de la Coulée verte consiste à déconstruire une friche urbaine désaffectée depuis plusieurs années (ancien centre de loisirs) et créer une véritable trame végétalisée comprenant des liaisons douces sur le secteur reliant la place centrale à une zone de loisirs (les équipements sportifs des Cèdres) et d'enseignement (le lycée agricole et le futur campus Vatel).

En particulier l'attribution de la subvention « fonds vert – recyclage foncier » doit permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet et donc la réalisation de :

- pas de logements
- pas d'activités économiques
- pas d'équipements publics
- 7 555 m<sup>2</sup> d'espaces publics, dont 3 850 m<sup>2</sup> d'espaces verts publics

#### **Détail dépenses subventionnées :**

la demande de subvention porte sur les travaux de déconstruction ainsi que le remblai hors dépollution

**Plan (=carte) prévisionnel de l'aménagement (notamment pour les opérations complexes divisées en plusieurs tranches/phases) à joindre.**

#### **Enjeux / contexte global de l'opération :**

Atténuation du changement climatique (émissions, production ENR, efficacité énergétique, etc.), adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels, protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes (biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles).

#### **Ambition écologique de l'opération :**

- Diminution de l'imperméabilisation grâce à la démolition d'un bâtiment considéré comme une friche urbaine et à l'ouverture de nouvelles surfaces végétalisées.
- Amélioration de la gestion des eaux pluviales avec des revêtements drainants et des solutions d'infiltration sur site.
- Conception en faveur de la biodiversité guidée par un écologue (cabinet Latitude Biodiversité) : diagnostic, palettes végétales adaptées, suivi faune-flore prévu.
- Conservation d'habitats sensibles comme la prairie à orchidées sauvages.

## Contexte territorial

Le projet s'inscrit pleinement dans le renforcement de la trame verte telle que définies dans le Scot et identifié dans le SRADDET.

Plus localement, un ambitieux projet urbain de redynamisation du centre bourg de Quetigny est en cours d'achèvement, conférant aujourd'hui pleinement au cœur de ville de Quetigny ce rôle de pôle urbain d'équilibre. Par le projet faisant l'objet du présent dossier de subvention, la commune prolonge maintenant cette action en améliorant la liaison, notamment pour les circulations piétonnes et cycles, entre le cœur de ville et les quartiers sud de la commune, qui regroupent quartiers résidentiels existants et en construction dans une friche en reconversion (+265 chambres étudiantes et +83logements), ainsi qu'un pôle d'enseignement existant (lycée agricole) et en devenir (projetde Campus hôtelier en construction).

### Calendrier de réalisation prévisionnel de l'opération

Date de validation du programme	28 avril 2025
Date de signature du marché de maîtrise d'oeuvre	15 juin 2025
Date de fin du chantier	28 février 2026
Date d'établissement du bilan financier définitif de l'opération d'aménagement	mai 2026

**Financement / articulation avec d'autres dispositifs existants** [si autres informations que les montants contenus dans le bilan d'opération]

## **ANNEXE 2 – BILAN D'OPÉRATION PRÉVISIONNEL**

### ANNEXE 3 : MODÈLE DE BILAN SEMESTRIEL D'EXÉCUTION

#### FONDS VERT – VOLET RECYCLAGE FONCIER

[Nom du projet]			
Localisation	[Commune] [EPCI] [Département]		
Porteur du projet	[Porteur de projet]		
Contacts et coordonnées			
[Nom du porteur de projet]	[nom personne contact]	[Tel]	[mail]
Informations administratives			
Dossier DS n°	[n°]		
Convention de subvention du	[date]		
Informations budgétaires et comptables			
Montant total prévisionnel de l'opération	[montant initial à la signa	réajusté le [date] à	[montant réajusté]
Montant des dépenses éligibles	[montant initial à la signature de la convention fonds friches]		
Déficit prévisionnel du projet	[montant initial à la signa	réajusté le [date] à	[montant réajusté]
Montant maximal de la subvention	[montant figurant dans la convention €]		
Calendrier & avancement			
Date prévisionnelle de réception des études ou travaux subventionnés	[date]	réajustée le [date] au	[date réajustée]
Date prévisionnelle d'achèvement de l'opération	[date prévue dans convention]	réajustée le [date] au	[date réajustée]
État d'avancement et perspectives	[Descriptif de d'avancement du projet, les perspectives d'avancement des travaux. Précisez notamment le niveau d'avancement des différentes dépenses couvertes par la subvention, etc]		
Descriptif du projet dans son ensemble			

[descriptif du projet]

Caractéristiques générales			
Type de projet <i>(préciser la nature des travaux réalisés : démolition, réhabilitation, construction, renaturation....)</i>	[...]	Surface bâtie finale	[surface en m²]
Opération multisite	[oui-non]	Dispositif global	[ORT/PVD/ACV...]
Indicateurs de fin de projet			
Nombre de logements générés	[nombre]	Surface activités industrielles	[surface en m²]
Taux de logements locatifs sociaux	[% de LLS]	Surface activités marchandes autres	[surface en m²]

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025

## FONDS VERT – RECYCLAGE FONCIER

Suivi comptable et budgétaire		
Montant maximal de la subvention	0,00 €	
Montant maximal avant solde	0,00 €	
Déficit prévisionnel de l'opération	[montant actualisé]	
Déficit prévisionnel actualisé	[montant actualisé]	
Postes de dépenses	Montant éligible prévisionnel selon bilan ( HT)	Montant prévisionnel HT réajusté au [date]
Dépense 1	0,00 €	[montant réajusté]
Dépense 2	0,00 €	[montant réajusté]
Dépense 3	0,00 €	[montant réajusté]
Dépense 4	0,00 €	[montant réajusté]
Dépense 5	0,00 €	[montant réajusté]
<b>Total</b>	<b>0,00 €</b>	[montant réajusté]
Dates prévisionnelles de demande d'acomptes et de solde sur la subvention fonds friches	Montant prévisionnel HT des dépenses éligibles cumulées payées par le porteur de projet	Montant prévisionnel HT des acomptes et du solde
[date et n° d'acompte ou avance]	0,00 €	0,00 €
[date et n° d'acompte]	0,00 €	0,00 €
[date solde]		0,00 €
<b>Total</b>		
Versements effectués	Montant	Date
Avance	0,00 €	
Acompte n°1	0,00 €	
Solde		
<b>Total (d)</b>	<b>0,00 €</b>	
	soit	#DIV/0 ! de la subvention prévue

## Suivi programmatique

[Le programme du projet comprend...]

Objectif programmatique conventionné		Objectif réajusté au [date]
Logements		
Nombre de logements	[nombre de logements]	[objectif réajusté]
dont sociaux	[nombre de logements]	[objectif réajusté]
Surface globale	[surface en m²]	[objectif réajusté]
Activités économiques		
[activité économique 1]	[surface en m²]	[objectif réajusté]
[activité économique 2]	[surface en m²]	[objectif réajusté]
Surface globale	[surface en m²]	[objectif réajusté]

Établi le

À

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20250924-AF30092025CM08-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2025  
Date de réception préfecture : 30/09/2025